

La crise de confiance de l'économie virtuelle

Le SEUL (Système Economique Ultra Libéral) a pour fondement le culte de la liberté élevé comme principe philosophique de base : cela peu paraître très satisfaisant, en première analyse, pour chaque individu pris séparément dans la société. Cependant, le SEUL considère que tout ce qui tend à restreindre cette liberté individuelle, y compris l'Etat va à l'encontre de l'intérêt général. Autrement dit, le SEUL n'admet aucune règle restrictive à l'expression immédiate de la liberté individuelle et encore moins les règles susceptibles de garantir les besoins élémentaires de la collectivité.

Ainsi le principe « humaniste » qui veut que la liberté de chacun s'arrête là où commence celle de l'autre se transforme rapidement en rapport de force dans la société : la liberté s'arrête maintenant là où la résistance rencontrée risque de mettre en péril le Système. C'est la loi de la jungle, le règne de la force psychologique d'abord qui écrase le plus faible, le plus fragile. Et l'enchaînement inéluctable de l'accroissement du pouvoir de cette force par la redistribution des richesses au profit du plus fort...

Le SEUL génère donc deux nouvelles classes dans la société et deux classes seulement en conduisant à l'extinction de la classe moyenne, laquelle était jusqu'alors le liant primordial entre la pauvreté et la richesse :

- Une petite minorité de la société détentrice de la quasi-totalité de la richesse d'un pays,
- Une immense majorité d'individus s'appauvrissant au fil du temps selon le principe des vases communicants !

Le SEUL peut donc être considéré comme un système néo-féodal avec une énorme concentration de la richesse entre quelques mains et la pauvreté rampante pour la plupart des autres.

Médiatiquement très astucieux, le SEUL a choisi un terme passe-partout pour ne pas avoir à se découvrir : la crise ! Un mot simple que tout le monde peut facilement comprendre. Si c'est le désordre mondial, c'est la faute à la crise. Elle justifie tout : le chômage, la misère, les privatisations forcées des services publics... alors qu'il s'agit tout simplement d'une transformation radicale du système de redistribution des richesses avec comme corollaire, la redistribution du travail vers les régions du monde où le coût du travail y est ridiculement bas, quand ce même travail n'est pas effectué par des enfants...

Ainsi, le SEUL n'a de cesse bien évidemment de s'attaquer aux acquis sociaux du XXème siècle et son objectif est de les détruire pour que naisse l'homme nouveau, machine taillable et corvéable à merci. Une telle démarche a été tentée dans les années 1929. C'était sans doute prématuré car le SEUL a alors été à l'origine de la seconde guerre mondiale et il a choisi de rester longtemps en retrait après la fin de cette guerre meurtrière pour que personne ne puisse trop entendre cette casserole qu'il traînait depuis lors à la queue !!

Dès le début des années 1980, le SEUL s'est redressé avec le reaganisme aux Etats-Unis d'Amérique du Nord et le thachérisme en Grande-Bretagne. Depuis près de trente ans, le voilà de nouveau à l'œuvre et pas seulement dans les pays occidentaux mais apparemment le communisme s'en est également emparé et bien accommodé. C'est vrai que l'objectif final est sensiblement le même : de gré ou de force, le pouvoir de la société dans les mains de quelques privilégiés !

Dans mon article « PMB et produits dérivés », j'ai montré comment l'économie avait quitté rapidement le concret pour entrer dans le domaine du virtuel. Tout ne vaut à présent qu'en espérance de gains futurs, même l'individu n'est plus un être humain, il est devenu, comme tout le reste, une marchandise !

Le SEUL a dérapé en 2008, lorsque quelques acteurs, spécialistes en mode virtuel, ont entraîné tout un pan du Système dans une des plus graves crises résultant de la perte de confiance dans ses capacités à s'adapter. La crise n'est donc autre chose qu'une **crise de confiance de l'économie virtuelle**... Comment tenter d'y remédier sinon en tentant de bâtir un projet pour une société nouvelle, débarrassée du virtuel et où l'Homme-citoyen retrouvera toute la confiance ? Une société humaniste !

ENTRE CAPITALISME ET COMMUNISME, UNE TROISIEME VOIE :

L'HUMANISME

Projet de nouvelle société humaniste (mesures à prendre, non exhaustives...)

1. A court terme

- Référendum d'initiative populaire sur les services publics : « un service public peut-il être confié à une entreprise privée ? »
- Suppression immédiate du cumul des fonctions avec comme principe : « un Homme, un seul emploi »
- Limitation immédiate des revenus à 10 000 euros nets/mois par foyer fiscal, tous revenus confondus (professionnels, mobiliers, immobiliers...) et pénalisation des foyers fiscaux unitaires

2. A moyen terme

- Renationaliser les services publics (banques, eau, gaz, électricité, recherche/enseignement...) en mettant cependant en place des moyens de gestion favorables à la réduction des coûts
- Etablir le salariat des étudiants d'après baccalauréat et des membres familiaux (père ou mère) assurant l'éducation du ou des enfants, avec obligation de résultats pour les uns et pour les autres
- Abandonner le calcul de la richesse nationale sur la base PNB/PIB et introduire la notion d'Indice de Bonheur Brut (IBB)
- En cas de liquidation d'entreprise, permettre la revente de la totalité du patrimoine au bénéfice des employés licenciés comme prime de licenciement
- Autoriser le calcul de l'action d'une entreprise sur la valorisation de cette entreprise, l'action ne devant dépasser en aucun cas 10% de surcote pour répondre à la définition capitaliste d'espérance de gains futurs, mais permettant malgré tout le remboursement des actionnaires en cas de faillite
- Obliger les banques de disposer en permanence d'au moins 90% des sommes déposées par les épargnants pour rétablir la confiance dans le système monétaire...

3. A moyen terme

- Participer activement à la création de l'OMT (Organisation Mondiale du Travail) en remplacement de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) actuellement sans véritable pouvoir coercitif
- Interdire le commerce extérieur (rétablissement de barrières douanières) des pays qui ne respecteront pas les règles de l'OMT